



## La cordillère verte

Dans un pays très lointain, traversé par la cordillère des Andes, les montagnes sont fertiles de la base au sommet. Avec les siècles, cette région centrale de la Colombie, située entre les plaines côtières et l'Amazonie, a été colonisée par les paysans qui cherchaient refuge et subsistance loin des grandes plantations sucrières. Cette population métissée a du faire preuve d'audace et d'un travail acharné pour parvenir à cultiver la terre dans des endroits très escarpés et difficile d'accès. Les routes sinueuses qui arpentent les différentes vallées témoignent toujours de cet esprit des pionniers.

L'État colombien a mis longtemps à contrôler l'ensemble de son territoire. Certain disent qu'il n'y est jamais totalement parvenu. La loi surtout et l'habeas corpus, souffrent toujours de l'arbitraire des différents gouvernants, chefs militaires et fonctionnaires de tout ordre. Cette absence de volonté d'assurer cette présence institutionnelle par des écoles, universités, hôpitaux, mais surtout, d'accorder des titres de propriétés à ceux et celles qui cultivent ces terres depuis plus

d'un siècle, révèle la faiblesse des différents gouvernements qui s'y sont succédés depuis son accès à l'indépendance. Ainsi, aucune réforme agraire substantielle n'y a jamais été menée à terme. Ce vacuum juridique fait des habitants de ces terres, des occupants illégaux.

Qui plus est, la question devient critique lorsqu'on découvre que le sous-sol de la cordillère verte est rempli de pierres précieuses et de métaux rares, que les vallées encaissées permettent de construire de nombreux barrages hydro-électriques pour assurer le développement de mines gigantesques à ciel ouvert. La beauté incomparable de ces paysages, où l'eau pure s'écoule des sommets vers les plaines fertiles, est destinée par l'idéologie de la croissance illimitée au plus grand des saccages tandis que les populations déplacées n'auront droit à aucune compensation, si ce n'est d'être considérées comme des criminels sur leur propre terre. En constatant cela, j'ai remercié Samuel de Champlain d'avoir fait cadastrer les terres des premiers défricheurs. Certes nous n'étions pas riches, mais au moins on était chez-nous.

Aujourd'hui, le système économique international,

spoliateur des terres et des dernières ressources naturelles accessibles, fait la guerre aux populations qui ont appris à vivre en harmonie avec leur environnement en respectant ce que la nature pouvait leur offrir et en demeurant dans un mode de vie frugale mais plus que durable.

Tristement, nous avons souvent entendu le nom de notre pays, le Canada et ses sociétés minières, dans les plaintes des populations déplacées, mais toujours dignes et fières d'appartenir à leur territoire. Une entrevue avec l'ambassade canadienne a confirmé mes doutes sur leur vision du développement sans les populations locales. « À vos ordres mon capital. »

Yves Carrier

Dans ce numéro	
Les aînés et l'urgence climatique	2-4
Déclaration d'urgence climatique	4-6
Sur les chapeaux de roue	7
L'idée de développement	8-9
Jacques Petidor	10-11
Gabriel Boric	12-14
Mère de Julian Assange	15
Nouvelles du CAPMO	16

## Les aînés et l'urgence climatique

Entrevue avec Pierre Prud'homme, militant écologiste et membre de l'AQDR de Laval.

Déc. 2021. AQDR ASTL. LA PAROLE DES AÎNÉS. Tiré à part

LPA : Bonjour Pierre. Il est heureux que nos chemins se croisent par nos engagements respectifs à l'AQDR et en militance écologique. D'abord peux-tu nous résumer ton parcours?

- Mes études en théologie, comme laïc, dans les années '70, m'ont fait toucher à la théologie de la libération, développée surtout en Amérique latine qui se débattait à l'époque avec des dictatures. La priorité accordée aux personnes appauvries était mise de l'avant. Je m'y suis reconnu spontanément et je me suis impliqué alors dans les organismes communautaires de lutte à la pauvreté et les groupes de défense de droits. Comme responsable de comités de solidarité-partage de deux communautés religieuses et à la CRC (Conférence religieuse canadienne) depuis plus de 30 ans, j'étais une ressource offerte aux organismes communautaires pour soutenir leur action, en plus de faire l'analyse des demandes des groupes pour un soutien financier par les communautés religieuses. Ma sensibilité aux questions environnementales et écologiques, et leur impact sur la pauvreté et les droits des personnes m'a amené à devenir membre de groupes envi-

ronnementaux et à militer dans certains d'entre eux.

LPA : Justement, il y a urgence en la demeure au niveau climatique. Nous avons malmené notre maison commune. Non?

- Tout à fait! Non seulement la maison commune est touchée, mais nous avons fait un immense tort aux autres êtres vivants qui l'habitent et qui sont nos compagnons de voyage, selon la très belle expression d'Hubert Reeves. Au point que, la perte de la biodiversité au niveau de la faune et de la flore et l'augmentation de l'intensité et de la quantité des extrêmes climatiques provoqués par l'augmentation de nos gaz à effet de serre (inondations, cyclones, ouragans, sécheresses, chaleurs intenses, feux de forêts, etc.) menacent notre propre survie comme humains.

LPA : Mais comment expliquer que nous en soyons rendus là?

- Ce n'est sûrement pas parce que l'information nous manquait. Depuis plus de 20 ans, le GIEC (Groupe international d'experts sur l'évolution du climat) rattaché à l'ONU, et qui rassemble plusieurs milliers de scientifiques à travers le monde, nous prévient, statistiques à l'appui. L'Organisation météorologique mondiale et d'autres organisations en font autant.

Depuis plusieurs années, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, se débarrasse de son langage diplomatique habituel pour nous rappeler que nous n'avons plus beaucoup de temps devant nous et que « nous sommes en train de perdre la bataille », si nous voulons vraiment maintenir l'augmentation de la température du climat à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle et ne pas perdre le contrôle sur le climat.

Le 19 mai dernier, l'Agence internationale de l'énergie en appelait à interdire les nouveaux projets d'énergies fossiles. Qui sait qu'à la dernière rencontre internationale sur le climat, la COP26, à Glasgow, plus de 550 représentants des entreprises d'énergies fossiles étaient présents pour influencer et orienter les débats. Leur lobby est très puissant. Pendant ce temps, les camions légers VUS et les « pick-up », grands producteurs de gaz à effet de serre, sont les plus gros vendeurs, et notre gouvernement fédéral continue à investir dans Trans Mountain, même si le 21 avril dernier, une étude de l'Université Simon Fraser, située en Colombie Britannique, recommandait l'arrêt du projet d'agrandissement de Trans Mountain car il risque de faire perdre 12 milliards de dollars au Canada à cause de sa non-rentabilité.

Nous avons un double défi : celui de la conscience de l'urgence, mais aussi celui de la cohérence entre nos choix individuels de consommation et celui de nos choix de nos dirigeants politiques et de leurs politiques.

LPA : Dans Le Devoir du 23 août 2019, votre lettre en appelait à une FADOQ solidaire des jeunes. Qu'est-ce que vous entendez par là?

- Reconnaître une part de responsabilité dans l'état de la situation, ce n'est pas tomber dans le piège de la culpabilisation. Par nos modes de consommation, par notre absence ou présence au niveau des débats sur les politiques sociales et économiques, ou sur les projets d'aménagement du territoire, ou sur des politiques de transport, ou sur la vigilance auprès de nos politiciens, consciemment ou inconsciemment, nous étions partie prenante de cette évolution et de la tournure qu'elle a prise.

De plus, en tant qu'aînés, c'est l'occasion des bilans de vie. Or ceux-ci ne constituent par des avis de pré-décès. Nous sommes encore vivants. Dans un bilan, il y a de la place pour des perspectives. Et l'état de ce monde que nous voulons laisser à nos enfants et petits-enfants nous intéresse et nous préoccupe au plus haut point. Notre expérience rend notre prise de parole plus pertinente que jamais, et pour cette raison, elle doit se faire entendre davantage.

Nous nous devons d'être avec et aux côtés des jeunes de toutes nations, pour bloquer les projets destructeurs et pour définir des projets de développement qui respectent notre interdépendance avec l'ensemble du vivant. Nous n'avons pas le droit de leur laisser l'entière responsabilité de se «démêler» avec ce que nous leur léguons.

Il y a un facteur clé de la qualité du vivre-ensemble que nous ne chérissons pas assez : la solidarité intergénérationnelle. Et celle-ci doit déjà s'exprimer par notre présence aux côtés des jeunes. Les mesures d'adaptation et de reconstruction qu'exigeront les conséquences des extrêmes climatiques solliciteront une part de plus en plus grande des finances publiques. Dans l'arbitrage de celles-ci, les jeunes seront en droit d'exiger leur juste part. En tant qu'aînés, nos droits seront bien défendus quand nous serons au front avec d'autres pour défendre les droits de l'ensemble de la société.

LPA: Mais devant tous ces enjeux, on se sent bien petits et impuissants. Quels sont les moyens de résistance à notre portée?

- D'abord, donnons-nous le droit à des moments d'inquiétude devant l'avenir. C'est légitime. Mais prenons connaissance des études psychologiques qui concluent presque à l'unanimité que devant l'éco-anxiété, le meilleur antidote pour la contrer, c'est de s'impliquer

avec d'autres dans des projets ou des organismes qui interviennent au niveau de la crise environnementale et du réchauffement du climat. Et demeurons bienveillants envers nous-mêmes.

Il y a quelques semaines, à l'intention des dirigeants et dirigeantes du monde, le Conseil pour les droits humains de l'ONU, adoptait une résolution qui reconnaissait que la crise climatique constitue la principale menace à l'ensemble des droits humains. L'AQDR a donc un rôle à jouer important au niveau des droits. Et nous avons des moyens à notre portée. Souvent, nos pertes physiques n'affectent pas nos capacités intellectuelles et encore moins celles du cœur. Les pétitions, les lettres ouvertes à nos députés ou aux journaux avec documents attachés aux gens de nos réseaux, les manifestations et marches sur nos deux pattes ou en triporteurs peuvent faire une différence.

Beaucoup d'aînés vivent des fonds de retraite publics et privés. Comment se positionner vis-à-vis des investissements qui sont maintenus dans les entreprises à énergie fossile, nous transformant, par l'utilisation de nos épargnes, en complices de la détérioration des conditions de vie de nos enfants et petits-enfants ?

D'autant plus qu'il est démontré que « c'est aussi la bonté qui sauvera le monde ».

Des gens aiment rappeler une parole de Dostoïevski dans Le Prince : « La beauté sauvera le monde! ». On voudrait bien, d'autant plus que cela nous dispenserait de remettre en question notre rythme de vie et nos habitudes. Mais, lorsque c'est la beauté qui crie « Au secours », il se peut que ce même Dostoïevsky soit plus pertinent en nous rappelant

que des investissements dans d'autres secteurs sont souvent plus rentables et qu'ils ne compromettent nullement notre sécurité financière.

NOUS SOMMES VIVANTS! LA PLANÈTE A BESOIN DE NOUS!

1<sup>er</sup> octobre 2021. Bonne nouvelle. Annonce de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec (CDPQ) : « L'épargne des québécois ne servira plus à soutenir la production pétrolière au Canada

Environnement Ahuntsic Cartierville (MEAC) et la Pastorale sociale Ahuntsic pour célébrer le Jour de la Terre 2022 et ce, pour y participer avec les préoccupations de nos membres. Nous apprenons que tu as accepté avec enthousiasme d'animer cette activité de solidarité locale qui rejoint bien deux facettes de tes engagements durables ! Bienvenue et merci encore !

Propos recueillis par François Godbout Administrateur AQDR ASTL

LPA : L'AQDR Ahuntsic-St-Laurent rejoindra un partenariat local avec le Conseil régional de la Fédération des Travailleuses, Travailleurs du Québec (FTQ), Mobilisation

### **DÉCLARATION CITOYENNE UNIVERSELLE D'URGENCE CLIMATIQUE (DUC) 1 juillet 2021.**

Site du Centre de ressources sur la non-violence : <http://nonviolence.ca/> Il y a près de 3 ans maintenant, le Centre de ressources sur la non-violence était approché par l'équipe de GMob pour aider à développer une stratégie de déploiement de la Déclaration d'Urgence Climatique. Le document avait pour but de mobiliser les citoyens afin de faire prendre conscience aux autorités locales de l'importance de déclarer un État d'urgence face à la situation climatique. Trois ans plus tard, plus de 500 municipalités du Québec ont déclarées l'Urgence climatique. La campagne a permis d'obtenir une déclaration d'Urgence tant du gouvernement provincial, que du gouvernement fédéral. La campagne internationale coordonnée en Australie a été propulsée et a mené à des déclarations par de nombreux États, et par les Nations-Unies. Mais les actions tardent à se concrétiser! La crise climatique progresse rapidement et les États mettent en place des mesures minimales. Au Canada, à la sortie d'une crise sanitaire mondiale liée à la disparition des habitats naturels, un dôme thermique s'est installé dans l'ouest du pays entraînant la dévastation de la petite communauté de Lytton. On a vu récemment un feu dévastateur à Fort McMurray, des crues et précipitation anormales et récurrentes, l'érosion accélérée de berges, une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et la fonte accélérée des glaces et du pergélisol dans nos régions nordiques. Et selon les spécialistes du climat; ce n'est que le début. Ce qui frappe ici est le fait que tout ceci était écrit dans la déclaration d'urgence climatique qui réunissait les informations scientifiques et rapports internationaux les plus à jour sur la question. Il vaut donc la peine de relire cette déclaration pour constater que les données scientifiques, même alarmistes, ne mentent pas!

**LE TEXTE DE LA DÉCLARATION :** CONSIDÉRANT l'augmentation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre (provenant de l'industrie, des transports, de l'agriculture et de la fonte du pergélisol), et l'augmentation de la température moyenne du globe qui, par sa vitesse, dérègle de façon sans précédent le climat mondial.

CONSIDÉRANT que tous les indicateurs scientifiques montrent que nous sommes en crise climatique, que nous nous dirigeons à court terme vers une catastrophe appelée « bouleversement climatique abrupt et irréversible » qui menace la civilisation et la vie.

CONSIDÉRANT les actions inadaptées des acteurs politiques face à la situation dramatique qui se développe dangereusement.

CONSIDÉRANT que le conseil de sécurité de l'ONU qualifie le changement climatique d'amplificateur de menaces à la paix et à la sécurité. NOUS, CITOYENNES ET CITOYENS, DÉCLARONS QUE: • nous sommes en crise climatique, et cette crise est un état d'urgence climatique. • face aux risques qu'encourent les générations futures, cette crise climatique est maintenant un enjeu qui menace principalement les niveaux de sécurité suivants:

1 – Niveau économique PARCE QUE la crise climatique expose les économies, les sociétés et les écosystèmes à de graves risques pouvant entraîner l'économie mondiale dans un effondrement global. Principales conséquences : Chute des revenus agricoles; diminution importante de la productivité de la pêche; augmentation des espèces envahissantes dans la foresterie et l'agriculture; chute du tourisme dans les zones touchées par le réchauffement extrême; hausses majeures du prix des denrées alimentaires; augmentation du chômage; chute du pouvoir d'achat; explosion des coûts de santé; effondrement des services publics; réduction des couvertures et hausse du prix des assurances; augmentation des inégalités.

2 – Niveau de la santé humaine PARCE QUE l'activité humaine influe sur le climat mondial avec de graves répercussions pour la santé pouvant entraîner un effondrement de la population mondiale. Principales conséquences : Dégradation de la qualité de l'air liée à la hausse des températures; migrations d'insectes responsables d'infections et de dégradations de l'environnement; contamination biologique des réserves d'eau douce; diminution des réserves d'eau potable; multiplication des maladies cardio-respiratoires; augmentation des cancers, de la mortalité et de la morbidité dues aux coups de chaleur extrême; augmentation des risques de pandémie.

3 – Niveau alimentaire PARCE QUE les changements climatiques provoquent de graves problèmes de sous-alimentation et des famines qui mettent en danger la vie de plus de 4 milliards d'êtres humains, créant les conditions de migrations massives et constituant une menace pour la sécurité alimentaire mondiale. Principales conséquences : 75% des sols de la planète sont endommagés, ce qui menace dangereusement les rendements des cultures et la productivité des terres agricoles; accroissement des précipitations violentes et des sécheresses sévères et persistantes qui détruisent les récoltes et accélèrent fortement la destruction des sols, causant une chute des stocks alimentaires terrestres mondiaux; l'acidification des océans qui affecte les stocks alimentaires marins; raréfaction généralisée des denrées alimentaires qui vont déstabiliser des populations entières.

4- Niveau environnemental PARCE QUE l'Association américaine pour l'avancement des sciences nous avertit que « nos estimations révèlent un recul exceptionnellement rapide de la biodiversité au cours des derniers siècles, ce qui indique qu'une sixième extinction de masse est en cours », et que cet anéantissement biologique est causé principalement par la destruction des habitats naturels et l'accélération des bouleversements climatiques dues aux activités humaines. Principales conséquences : Destruction de 80% de la couverture forestière mondiale affectant l'un des principaux puits de carbone ; destruction de 83% des mammifères sauvages ; disparition de 90% des gros poissons des océans ; taux d'extinction actuel de 100 à 1000 fois plus élevé que le taux naturel ; l'acidification des océans qui détruit les bases de la chaîne alimentaire océanique ; augmentation des zones mortes dans les océans ; fonte du couvert de glace arctique et antarctique qui dérègle sérieusement les courants océaniques ainsi que les températures mondiales affectant tous les écosystèmes.

5 – Niveau sécurité nationale et internationale PARCE QUE l'O.N.U. affirme que les changements climatiques sont au cœur des questions de sécurité ayant le potentiel d'entraîner l'humanité dans des crises mondiales majeures. Principales conséquences Montée du niveau des océans mettant en danger les plus grandes villes côtières du monde; destruction d'habitats humains engendrant des guerres et entraînant des migrations massives déstabilisant des nations entières; manque de ressources alimentaires et d'eau douce générant des guerres civiles et interethniques qui affaiblissent les démocraties et multiplient les actes terroristes.

FACE À TOUT CELA, NOUS, CITOYENNES ET CITOYENS, DÉCLARONS QUE : • seule la reconnaissance de l'état d'urgence climatique et la mise en place de plans de transition d'urgence peuvent contrer un effondrement économique, une crise de santé publique, une pénurie alimentaire mondiale, un anéantissement de la biodiversité, et des crises de sécurité nationales et internationales d'ampleur sans précédent. • parce que l'ONU reconnaît que le changement climatique implique que tous les pays doivent de toute urgence se dégager des énergies fossiles, et qu'il est trop tard pour une transition graduelle, cet état d'urgence climatique doit être déclaré sans délai, ce qui signifie appliquer toutes les solutions connues afin de réduire de toute urgence nos émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, tous les plans de transformation social, économique et énergétique reconnus par la communauté scientifique, doivent être mis en marche immédiatement en utilisant toutes les ressources techniques, sociales et militaires afin de sortir de notre dépendance des énergies fossiles et déclencher la transition urgente vers une société neutre en carbone. Afin d'éviter un bouleversement climatique abrupt et irréversible et ses conséquences catastrophiques.

**L'ÉTAT D'URGENCE CLIMATIQUE DOIT ÊTRE RECONNU MAINTENANT.**

## Sur les chapeaux de roues... nouvelles du TRAAQ

### Félicitations aux élus et aux élues de la ville de Québec!



**Québec, le 10 novembre 2021** – Le Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec (TRAAQ) tient à féliciter l'ensemble des élus et des élues au conseil municipal de la ville de Québec, ainsi que le nouveau maire Monsieur Bruno Marchand. Il se réjouit particulièrement de l'arrivée à l'hôtel de ville d'une formation politique ayant pris position en faveur d'une tarification sociale en transport en commun.

Pendant la campagne électorale, Québec forte et fière s'est effectivement engagée à implanter, dès l'an 2 de son premier mandat, une tarification sociale basée sur le revenu offrant une réduction de 25% sur les tarifs du transport en commun aux personnes moins nanties. Québec forte et fière a également spécifié que cette réduction atteindrait 50% au terme de son premier mandat.

« La création prochaine d'un programme de tarification sociale basée sur le revenu à Québec est une excellente nouvelle! Cela permettra d'améliorer

significativement la mobilité et la qualité de vie de *milliers* de personnes en situation de précarité de notre ville » s'enthousiaste Catherine Rainville, animatrice sociale du TRAAQ.

Comme les tarifs actuels du transport en commun représentent un réel fardeau pour ces citoyens et citoyennes, le TRAAQ souligne l'importance de la réalisation de cet engagement par l'administration Marchand et du soutien, à cet effet, des autres formations politiques représentées au conseil municipal. D'ailleurs, l'Équipe Marie-Josée Savard s'était elle-même engagée à mettre sur pied un projet pilote de tarification sociale et, Transition Québec, à implanter la gratuité complète du système de transport en commun.

Pour assurer que le futur programme de tarification sociale corresponde aux besoins et aux réalités des différentes personnes en situation de précarité et ne laisse ainsi personne derrière, le TRAAQ tend la main à la nouvelle administration.

« Nous offrons à l'administration Marchand notre entière collaboration dans les différentes étapes de conception et de mise sur pied de cette tarification sociale. Tous les efforts doivent maintenant converger pour que la mobilité puisse devenir plus accessible pour tous et toutes », conclut Catherine Rainville.

## Au-delà de l'idée du développement

Par Mario Gil Guzman

Le monde est à chaque fois plus inégal et pourtant nous avons plus de 60 ans de projets de développement qui nous vendaient l'idée d'une meilleure vie pour tous et pour toutes. En ce temps de crises, l'accumulation et la concentration de la richesse mondiale n'a jamais été aussi grande. Les pratiques d'exploitation pétrolière comme les sables bitumineux de l'Alberta ou de gaz de schiste, sont indispensables au maintien d'un mode de vie spécifique qui constitue l'imaginaire de la réussite et du bonheur proposé par le Nord global à l'humanité, dont l'hégémonie demeure incontestée.

Devant la crise, les grandes puissances proposent encore le capitalisme vert, appelé souvent le développement durable. Mais tous les deux représentent davantage le capitalisme et le développement que la durabilité de la planète ou encore le respect de la nature. Ils continuent à nous offrir plus d'expansion, plus de croissance et toujours plus de solutions high-tech aux catastrophes naturelles et à la crise énergétique.

Avec l'économie verte, le système a déjà tracé la voie vers son pro-

chain saut de modernisation : la marchandisation de la nature elle-même et de sa conservation, la vente de droits de pollution, les investissements dans les énergies renouvelables ou les technologies de réduction des dommages, autant d'éléments qui promettent de juteux profits sur les marchés du futur. Le développement nous lie irrémédiablement à un imaginaire occidental, capitaliste et colonial spécifique, offrant aux exclus un chemin prédéterminé par le Nord global afin d'être inclus dans son mode de vie hégémonique.

Le développement, selon l'analyse d'Arturo Escobar, est un dispositif de pouvoir qui a réorganisé le monde en donnant une nouvelle légitimité à la division internationale du travail dans le contexte capitaliste à travers un énorme ensemble de discours et de pratiques.

Le « **développement** » a été transformé en un objectif de politique publique.

Dans les universités, un grand nombre de cours sont apparus pour former des spécialistes du développement, qu'il soit rural, durable, international, etc.

Dans les pays du Nord, ce qui concernait auparavant des politiques économiques à l'égard des colonies a été redéfini en termes de "coopération internationale" pour le développement. Je ne veux pas non plus affirmer que toutes les pratiques de coopération internationale sont colonialistes, mais une partie importante des investissements canadiens en coopération aident à atténuer les effets pervers des investissements miniers, pétroliers et des ventes d'armes dont le Canada tire profit. Le développement nous lie également à une instrumentalisation technocratique, quantitative et économiste, qui a imprégné les politiques publiques du monde entier, et à des pratiques prédatrices de la nature qui nous ont conduit aux limites actuelles de la planète.





Un autre effet du dispositif est de perpétuer la dévalorisation des multiples modes de vie, relations sociales et savoirs existant dans le Sud comme " arriérés". Par conséquent, l'introduction de la catégorie du sous-développement a également forgé des subjectivités "sous-développées" dans le Sud global ainsi qu'une relation désavantageuse des immigrants avec les sociétés d'accueil.

Autant le modèle économique capitaliste que la grande proposition alternative du 20<sup>ème</sup> siècle étaient ancrés dans le discours du développement. Les gouvernements du socialisme réel en Europe de l'Est ainsi que la majorité des acteurs de la gauche latino-américaine, se sont concentrés sur la critique de l'impérialisme et du capitalisme en tant que tels, mais ont tacitement accepté le concept de développement comme voie du « progrès » pour les peuples. Ils ne l'ont pas analysé comme l'un des dispositifs clés de l'enracinement et de l'expansion du capitalisme et de sa logique de production de sociétés dépendantes en associant le mieux-être à la seule capacité de consommation.

La lutte pour la terre était accompagnée de la consigne : « La terre appartient à celui qui la travaille », afin d'en tirer les profits qui en découlent.

Au cours des dernières trente années, les luttes autochtones, noires et populaires, ont imprégné un fort changement à ces logiques. Nous parlons aujourd'hui de la terre pour ceux qui la soignent parce que si la terre continue d'être le centre des conflits en Amérique latine et dans le monde, la relation symbolique a changé. Maintenant nous pouvons trouver d'autres façons qu'ont les peuples de se percevoir. Nous avons entendu parler du bien-vivre, de projets de vie communautaires, de luttes pour l'autodétermination des peuples. Il y a aussi des communautés qui rejettent l'utilisation de machines pour l'agriculture, qui construisent des écoles avec leurs propres connaissances, leur langue, leurs mythes, ainsi que la participation politique et communautaire comme forme de survivance de la vie et de la planète. C'est ce que Maristella Svampa a désigné comme un virage éco-territorial qui déconstruit l'idée temporelle du développement, avec des

communautés qui se construisent en rapport à la reconstruction de la mémoire collective et de leurs relations avec leurs territoires.

Par le passé, les communautés autochtones, noires, populaires et paysannes, ont été déplacées de force avec l'idée du développement occidental. Ici, dans les territoires au nord du Québec, pour construire des barrages, ou en Amérique latine afin d'extraire de minerais et installer des monocultures dans des vastes régions. Les communautés se sont réfugiées et ont été déplacées vers des territoires peu fertiles et sans repères culturels. Aujourd'hui, même avec leurs antécédents, les sociétés minières convoitent toujours l'exploitation de la montagne, de la rivière ou bien de la forêt, mais la lutte pour le territoire est devenue le langage des communautés en résistance. De nos jours, la coopération doit prendre en compte l'importance d'appuyer les communautés et de prendre une distance critique concernant certaines doctrines « dites » du développement.

## Hommage à Jacques Petidor lors de ses funérailles le 22 décembre 2021 à Port-au-Prince

Lettre de la Délégation générale  
d'ATD Quart-Monde

Ceux qui ont rencontré Jacques Petidor, ne serait-ce qu'une seule fois savent à quel point il était un ardent défenseur de la justice et de la fraternité. Nombreux sont ceux qui ont perçu dans son regard rieur et encourageant, cet appel à quelque chose de plus grand que soi. Car c'est de l'injustice qu'il a enduré dès son plus jeune âge qu'il a forgé sa conscience de militant des droits de la personne humaine. Toute sa vie durant, Jacques a travaillé dur, ne cessant d'apprendre à ses deux écoles : celle de la vie, celle des érudits. Et ces deux facettes de son savoir, il n'a eu de cesse de les partager, de même que ses multiples engagements : À la JOC d'abord (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), puis comme syndicaliste à l'ACO (Action Ouvrière Chrétienne), infatigable dans l'élan citoyen qui ramena la démocratie en 1986. Puis Jacques a été co-fondateur du Collectif pour l'Éducation et le Développement Alternatif (CEDAL), qu'il présentait lui-même en ces mots : « On est là pour le changement : des bouts de

chandelles pour forcer le destin : ça commence par l'alphabétisation », enjeu majeur en Haïti, qui compte trois millions de personnes privées d'accès à la lecture et à l'écriture. Ainsi, plus d'un se souviennent de Jacques escaladant les sentiers pentus de Martissant, ou d'autres quartiers périphériques de Port-au-Prince, où personne ne va, si ce n'est pour visiter un proche. Nous le revoyons au retour d'une mission en province, fourbu mais les yeux pétillants d'espoir que l'alphabétisation pouvait être une étoile dans les nuits de doute.

– Son combat l'a amené aussi à accepter un poste au Secrétariat d'État à l'alphabétisation Il aura cru jusqu'au bout à la force d'une alphabétisation libératrice.

C'est au début des années 2000 que Jacques a rencontré ATD Quart Monde. Voici ce qu'il nous en disait: « Avant ma rencontre avec le Quart Monde, mon engagement, c'était comment aider les autres, les plus faibles, les victimes d'injustices sociales, à trouver un peu de dignité. [...] Quand on est là-dedans, on ne peut pas s'arrêter. Mais souvent on se trouve devant des murs, on

se trouve seul avec notre engagement parce que la dimension des problèmes de l'injustice nous pousse parfois à reculer. Comment se mettre ensemble ? Il faut chercher d'autres formules pour maintenir cet engagement vivant. Parce qu'on ne peut pas affronter l'immensité de l'injustice de manière isolée. Après les déboires et les échecs, j'étais sur le point de prendre mes distances avec ce combat-là. C'est alors que j'ai rencontré Hélène Rozet, une volontaire d'ATD Quart Monde. » Intrigué par l'engagement du mouvement avec les plus pauvres, plus précisément par la place que celui-ci donne à leur réflexion comme contribution indispensable à la construction d'une société plus juste, il a voulu en connaître plus. À travers un groupe de lecture, il a découvert la pensée du Père Joseph Wresinski fondateur d'ATD Quart Monde, mais ce qu'il aimait profondément dans le mouvement, c'était d'abord une vie partagée. Il en est devenu un allié très engagé. Il y retrouvait d'ailleurs sa propre conviction de la place prépondérante de l'éducation :

« Très tôt dans ma vie militante, j'avais compris que les gens sont bafoués, utilisés, exploités de diverses façons. Donc il faut qu'ils puissent comprendre le pourquoi de leur misère. Et ça, c'est le travail de l'éducation, [...] que ce soit collectif ou communautaire [...] C'est là que l'individu va retrouver sa dignité. »

Jacques était un rassembleur, un philosophe, respectueux de la culture profonde de son peuple. Il avait tenu à approfondir l'étude du créole, sa langue maternelle, et de ses subtilités. Il se passionnait d'ailleurs à traduire les textes du Père Joseph pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Malgré tous les soubresauts de l'Histoire, Jacques est de ceux qui n'ont jamais abandonné le rêve de liberté et de justice, puisant ses racines profondes dans la révolte des esclaves en 1804 et la fondation de la République Haïtienne. Il était attentif à la vie politique et à l'action citoyenne et il avait une grande compréhension des réalités de son pays. L'écouter vous éclairait et vous donnait envie d'aimer Haïti.

Jacques a toujours été le frère des humbles et il savait, par sa sagesse et sa générosité, devenir l'ami des grands. Partout il était lui-même. Il accordait une grande importance au 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère lancée en 1987 par le Père Joseph. Il y voyait un espace d'éducation pour que les plus pauvres puissent s'approprier la lutte

et en rester acteurs. C'est ainsi qu'il a accepté de siéger au Comité international du 17 octobre. Il a aussi pris la parole au siège de la Francophonie, à l'ONU, pour donner de la force au combat des familles acculées à la pauvreté par les injustices de la société. Jacques aurait trouvé sa place n'importe où dans le monde, mais il a choisi de rester dans son pays, voulant toujours témoigner de « la force d'un peuple au-delà de la misère qui l'enserme ». Les années passées ont été marquées par des drames, des tensions. Il y a eu l'incommensurable catastrophe, le séisme du 12 janvier 2010. Ce fut un terrible choc pour tous, et Jacques, une fois de plus, a choisi la résistance, la résistance par l'écriture cette fois. Avec six autres membres d'ATD Quart Monde, il a coécrit le livre *Ravine l'Espérance*, y apportant ses réflexions et de larges pans de son expérience dès l'enfance.

Jacques s'exprime à ce propos dans une vidéo mise en ligne récemment par l'ONG belge *Entraide et Fraternité*, soulignant en particulier le personnage de Roche qu'il avait créé : « Roche dénonce un tabou, celui des enfants en situation de domesticité juvénile, dont les organismes des droits humains ne parlent pas. Or il y a en ce moment en Haïti près de 350.000 enfants qui vivent cette réalité tragique. Le livre a donné cette opportunité de montrer au lecteur comment cette réalité

d'injustice sociale caractérise notre pays et nous avons fait tout ce que nous pouvions pour la dénoncer. »

A travers l'histoire de sa vie, Jacques laisse une contribution immense à son peuple et au monde.

Notre gratitude est grande aussi pour Madame Jocelyne Petidor, son épouse, militante comme lui, en particulier pour la reconnaissance des femmes dans la société comme actrices de changement et de paix, ainsi que pour leurs deux enfants chéris Jakito et Windela, et pour leur nièce Nertha et son mari Woody qui l'ont tant soutenu ces dernières années sans oublier Helloux leur fils qui apporte tant de vie dans la maison. Partout dans le monde, ceux et celles qui ont eu la chance de connaître Jacques savent la chance et l'honneur qu'ils ont eu de l'avoir eu pour ami, pour maître. Ils garderont de Jacques la figure d'un homme droit, juste, très fin dans ses jugements, et d'un courage hors du commun. Par la bouche de Roche, c'est à chacune et chacun de nous qu'il s'adresse aujourd'hui en disant : « à toi de prendre la relève ».

## Chili: Gabriel Boric, président de l'espoir

Par Marcelo Solervicens,

23 décembre 2021

Au Chili, le 19 décembre 2021, « l'espoir a vaincu la peur ». Le président élu, Gabriel Boric, à la tête d'une coalition autrefois marginale, incarne un nouveau leadership où s'assemblent les espoirs d'un large arc-en-ciel de forces politiques et de mouvements sociaux: des jeunes, des femmes, de la diversité sexuelle, des victimes de la dictature et du gouvernement de Piñera, tous et toutes désenchantés de la classe politique et des valeurs néolibérales.

De Boric, on attend des réponses aux revendications contre les modifications aux régimes de pension de vieillesse, d'amélioration d'accès aux soins de santé et une éducation publique de qualité, contre des salaires de misère et des mauvaises conditions de travail, contre les zones de catastrophes, contre la criminalisation des revendications du peuple Mapuche et leur mobilisation, pour que jamais plus il n'y ait un président qui « déclare la guerre à son peuple ». Les explications de sa victoire écrasante avec une majorité d'un million de votes, dans 11 des 16 régions du

pays, contre le représentant de droite : José Antonio Kast, sont nombreuses et l'avenir apparaît rempli des espoirs d'un jour nouveau.

### Comme en 1988 ?

Pour certains, son élection ressemble aux résultats du plébiscite qui mit fin à la dictature en 1988 (Eugenio Tironi). En effet, à cette occasion, 55,99% des Chiliens dirent « non » à la possibilité que Pinochet se maintienne au pouvoir. Cette fois, 33 ans plus tard, un pourcentage semblable, 55,87% a voté pour Gabriel Boric comme président au lieu d'un défenseur de la dictature civique-militaire (Serval).

Derrière cette victoire, la principale défaite fut la tentative réactionnaire du parti de centre-droit qui appuya la candidature de José Antonio Kast bien avant le premier tour de scrutin, abandonnant leur modernité démocratique et retournant à leur tradition oligarchique de défense illimitée de leurs intérêts. C'est que le candidat du Front social chrétien, non seulement rappela un passé unilatéral, mais qu'en plus il représenta, malgré la modernité de son programme, le maintien du statu

quo et l'intention de poursuivre l'intransigeance répressive du président sortant, Sebastián Piñera.

Dans cette perspective, tant au Chili qu'à l'extérieur du pays, circule l'interprétation qui situe la victoire de Gabriel Boric en syntonie avec le conflit entre le populisme d'extrême-droite et la démocratie libérale dans le monde (Meadway 2021). Une tendance liée à la fin d'une globalisation néolibérale de plus en plus questionnée depuis la crise économique de 2008 et de 2011 (Bresser, 2009) et sans véritable réponse devant la crise climatique.

### Une seconde transition ?

D'autres voient dans la victoire de Boric, l'espoir de l'approfondissement de la démocratie en soi qui anima les dernier 30 ans, loin des conflits entre le fascisme et le communisme (BBC). Une seconde transition qui mettra un terme à la démocratie limitée qui suivit la fin de la dictature tout en conservant son empreinte néolibérale. Comme il s'agit de réformer l'État, Boric aura besoin de former un large consensus « pour avancer sans presse, mais sans faire de pause » (Camillo Escalona).

Cette perspective reconnaît la validité des revendications du dénommé « éclatement social » d'octobre 2019, et la nécessité de réaliser une série de transformations à saveur post-néolibérale à travers un approfondissement de la démocratie par l'adoption de politiques publiques qui permettent l'amélioration du niveau de vie et la diminution des inégalités provoquées par le marché, qui favorisent une croissance économique qui ne laisse personne derrière, par l'adaptation au changement climatique et la rénovation des valeurs culturelles, en passant d'une société patriarcale à une de parité, avec l'inclusion des peuples autochtones dans le caractère symbolique de la nation chilienne et la prédominance de la dignité humaine grâce au changement de la constitution. C'est ce qui est perçu par les observateurs internationaux comme la proposition de l'État de bien-être social qui, à la différence de l'État néolibéral, modère les inégalités dans une perspective liée idéologiquement à la social-démocratie (Euronews).

D'un côté Gabriel Boric dans son discours de victoire a dit qu'il s'agit « de construire des ponts », parce que « les progrès demandent de vastes consensus ». D'un autre côté, plusieurs affirment que

face à la crise économique globale et un Congrès réfractaire aux changements, il ne pourra rien faire sans négocier avec l'opposition et les grandes fortunes du pays (El Dinamo). Certains insistent pour qu'il désigne Nicolas Eyzaguirre au poste de ministre de l'économie, « l'un des vieux bonzes de la Concertation » (Gamba).

### **Un processus de transformation ?**

L'élection de Gabriel Boric ne fut pas une élection comme les autres. Tant par le contexte que par ce qu'elle annonce. Elle est liée à l'effondrement des valeurs néolibérales hégémoniques. Elle exprime le désenchantement du prisme néolibéral (Adel Ruiz). Elle annonce le caractère imparable des changements, s'inscrivant en continuité avec l'éthos post-néolibéral de « l'éclatement social » d'octobre 2019. En effet, rappelons nous que demeurent inchangés tant la structure économique que les inégalités sociales et les politiques publiques néolibérales. Toutefois, le moteur actuel du changement ne se situe pas seulement dans le gouvernement ou dans le Congrès. S'y est ajouté un sujet social capable d'infléchir la politique. Persiste, le questionnement transversal du statu quo des jeunes qui sautèrent

les tourniquets du métro, de ceux qui y ajoutèrent leurs demandes, de ceux qui s'organisèrent dans les territoires, de ceux qui manifestèrent pacifiquement ou résistèrent à la répression et, d'autres pans de la mobilisation sociale. Prenons seulement un aspect, pour ne pas allonger cette analyse. Le vote libre correspond à la définition néolibérale par excellence de l'électeur: on le considère comme un consommateur rationnel devant les offres de la politique transformée en marché (Downs, 1957). La majorité électorale de Boric contredit cette perception néolibérale: ses électeurs ont agi comme un bloc social pour les changements avec une identité collective y non par intérêt égoïste. Tel que cela s'est produit avec le plébiscite pour une « Nouvelle constitution » en octobre 2020, la victoire inespérée de Boric renverse l'ordre néolibéral hégémonique. De la même manière, les résultats de l'élection des membres de la Convention constitutionnelle laissèrent les positions néolibérales réduites à leur expression minimale. La droite a échoué dans sa tentative d'obtenir le veto à l'intérieur de l'instance chargée de rédiger la nouvelle constitution.

L'élection du 21 novembre d'un Congrès qui continue d'être réfractaire au changement est un fait incongru parce qu'il ne correspond pas au ressenti de l'immense majorité de la population exprimé au cours de trois scrutin en une année. En réalité, ce qui confirme cette exception, c'est l'impact que continue d'avoir la persistance d'un système rigide de démocratie limitée avec un système de partis politique complexe et, des règles électorales qui favorisent l'abstention. Le changement constitutionnel: un prochain pas indispensable, l'appui, le 21 décembre, de Gabriel Boric et le fonctionnement autonome de l'assemblée constituante présidée par Elisa Loncon, maintien ouverte la possibilité d'instaurer une « Nouvelle Constitution ». L'adoption d'une nouvelle Charte constitutionnelle continue d'être la condition nécessaire et suffisante pour libérer la démocratie chilienne. C'est uniquement cela qui permettra de libérer le potentiel transformateur d'une démocratie liée à la société. Le plus beau du discours de victoire de Gabriel Boric, c'est qu'il recueille toutes les aspirations du peuple en promettant « un gouvernement qui aura les pieds dans la rue ».

Sur l'emblématique avenue Alameda, devant une multitude semblable à celle du 25 octobre 2019, il fit la promotion d'une démocratie substantielle qui « ne se réduit pas seulement au vote tous les quatre ans. »

« Nous voulons une démocratie où les quartiers populaires, la classe populaire et la société civile soient protagonistes, parce qu'une démocratie sans les gens n'est pas réellement une démocratie ». Nous croyons que cela instaure la reconnaissance de la nécessité d'en finir avec la séparation systémique des trente dernières années entre la classe politique et la société. Dans les mots du président élu: « Suffit du despotisme éclairé qui croit qu'il peut faire un gouvernement pour le peuple sans le peuple ». Nous accueillons l'espoir que son gouvernement et le peuple mobilisé résistent aux attaques réactionnaires contre la convention constitutionnelle; que s'amplifie le dé-

bat contre les subterfuges des théories néolibérales contre les plébiscites (Carlos Peña).

Le 4 janvier 2022, l'élection de la prochaine ou du prochain président de l'assemblée constitutionnelle, devra consacrer la rédaction d'une nouvelle constitution qui interprète le senti de la population. Une charte constitutionnelle qui fixe les objectifs centraux du consensus et qui ne constitutionnalise pas, dans des lois organiques des thèmes qui correspondent à des majorités simples dans n'importe quelle démocratie libérale. (La constitution actuelle accorde les principaux droits aux entreprises et en reconnaît fort peu aux citoyens du pays. Une majorité des deux tiers est requise pour l'amendement. YC ) Cela permettrait de libérer la démocratie chilienne des protections oligarchiques et de réaliser, finalement, les réformes nécessaires pour affronter les défis du 21ème siècle.



## Lettre ouverte de la mère de Julian Assange au monde

29 décembre 2021

“ Il y a 50 ans, quand j’ai donné naissance pour la première fois comme jeune mère, j’ai pensé qu’il ne pouvait pas y avoir de douleur plus grande, mais je l’ai vite oubliée quand j’ai eu ce merveilleux bébé dans mes bras. J’ai choisi de l’appeler Julian.

Aujourd’hui, je me rend bien compte que je m’étais trompé. Il existe une douleur plus grande que l’accouchement.

La douleur incessante d’être la mère d’un journaliste prestigieux qui a eu le courage de publier la vérité sur la corruption et les crimes gouvernementaux aux plus haut niveaux.

La douleur de voir mon fils, qui tenta de publier des vérités importantes, diffamé à l’échelle mondiale.

La douleur de voir mon fils qui a risqué sa vie pour dénoncer l’injustice, inculpé et privé du droit à un procès juste, maintes et maintes fois.

La douleur de voir un fils sain se détériorer lentement parce qu’on lui refuse l’attention médicale et sanitaire adéquate après de nombreuses années de détention.

L’angoisse de voir mon fils soumis aux cruelles tortures psychologiques, dans une tentative de briser son immense esprit.

Le cauchemard constant qu’il soit extradé vers les États-Unis et qu’il passe le reste de ses jours enterré vivant en isolement total.

La peur permanente que la CIA réalise ses plans pour l’assassiner.

La vague de tristesse quand j’ai vu son corps fragile tomber, épuisé par un léger accident cérébro-vasculaire dû au stress chronique qu’il subit.

Plusieurs personnes sont demeurés traumatisés de voir une superpuissance vindicative qui emploie ses ressources illimitées pour intimider et détruire un individu sans défense.

Je veux remercier tous les citoyens et citoyennes décents et solidaires qui protestent dans le monde entier contre la brutale persécution politique que subit Julian.

S’il vous plait, continuez d’élever la voix envers vos politiciens jusqu’à ce qu’ils n’entendent plus que cela.

Sa vie est entre vos mains”.

~ Christine Ann Assange



## Des nouvelles du CAPMO

### Retour d'Emilie Frémont-Cloutier au Collectif TRAAQ

C'est le 10 janvier que l'animatrice sociale du Collectif TRAAQ reprend ses fonctions après une année de congé de maternité. Comme vous vous en doutez, de nouveaux défis l'attendent avec l'élection d'un nouveau parti municipal qui semble plus près de nos revendications en termes de tarification sociale du transport en commun à Québec. Merci à Catherine Rainville pour le sérieux et l'énergie qu'elle a consacré à l'avancement du Collectif TRAAQ et à son rayonnement au cours de l'année 2021 et la meilleure des chances dans ses prochains défis professionnels.

### Mission de vérification des droits humains en Colombie

Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est à l'initiative du CAPMO que cette mission d'observation a eu lieu du 25 novembre au 7 décembre 2021. Autre aspect intéressant, c'est en répondant à l'appel de la société civile dans plusieurs régions de la Colombie que la délégation a été formée. L'accueil sur place a été extraordinaire, en plus de permettre aux 10 membres de la délégation de recueillir des témoignages pour le moins troublants, l'organisation des visites a permis l'émergence de collectifs régionaux qui travaillent ensemble à l'échelle nationale. Merci à Mario Gil et à Walter Mora pour cette initiative audacieuse qui a été pour tous les participantEs une expérience inoubliable.

### Nouveau site internet du CAPMO

Depuis l'avant-veille de Noël, le nouveau site internet du CAPMO est en ligne à la même adresse qu'auparavant afin de permettre une meilleure accessibilité sur les téléphones portables, tablettes et autres support informatiques. Un remerciement à Stéphane Groleau pour son travail de maître.

### Campagne de financement du CAPMO

La dernière campagne de financement du CAPMO a permis de recueillir avant la fin de l'année 2021, un montant de 4 000 \$. De plus, nous avons reçu 15 000\$ de la Fondation Saison nouvelle pour mettre en place un nouveau projet intitulé : Masculinité positive.

### Persévérance scolaire et identité positive

Nous vous annonçons avec fierté que le CAPMO a été choisi pour son projet d'animation dans deux écoles secondaires par l'Instance régionale de la Capitale-Nationale du Ministère de l'éducation. Si la COVID nous le permet, ce projet se réalisera de janvier à juin et si nos efforts sont couronnés de succès, nous entendons déposer une autre demande de financement l'an prochain.